

'Laudato si' : Cinquième chapitre

Après l'analyse de la situation, 'quelques lignes d'orientation et d'action'. Dans l'esprit du Pape François, il s'agit moins d'assainir la planète dans l'urgence que de guérir d'abord l'humanité qui l'abîme. 'Discerner les causes plus profondément humaines de la dégradation de l'environnement' va permettre de dégager 'les grandes lignes de dialogue à même de nous aider à sortir de la spirale d'autodestruction dans laquelle nous nous enfonçons'.

L'implantation du décor évoque irrésistiblement la Tour de Babel. Forts du langage commun des sciences et des techniques, «les hommes se déplacent à l'orient». Pèlerins orientés vers la Lumière qui les transcende, voilà qu'ils s'installent dans leurs projets : la ville dotée d'une tour qui s'arrose le ciel, c'est la mégapole post-moderne, telle qu'elle se bâtit en plusieurs exemplaires de par le monde. Bercés par l'illusion de se faire un nom en évacuant tous les sujets qui fâchent, on ne lésine pas non plus sur les ingrédients de la cage dorée : la «brique» renvoie à l'esclavage d'Egypte et le «bitume» aux puits constellant Sodome et Gomorrhe.

Mais, au lieu de laisser les insensés à ce langage qui risque de tout ravalier aux complexités économiques et techniques pour mieux les ferrer dans l'erreur, voici venir quelques 'lignes de dialogue' afin qu'ils retrouvent l'orientation.

Et d'abord un constat: 'L'interdépendance nous oblige à penser à un monde unique, à un projet commun'. Ce n'est donc pas au langage ou à la pensée d'être unique. Le 'déjà-là' s'impose à nous comme tel, par la complémentarité qui le rend homogène. Dans la pratique, 'un consensus mondial devient indispensable' pour 'programmer une agriculture durable et diversifiée, développer des formes d'énergies renouvelables et peu polluantes, promouvoir un meilleur rendement énergétique, un gestion plus adéquate des ressources forestières et marines, assurer l'accès à l'eau potable pour tous'. On dirait vraiment que le premier métier de l'homme, enseigné directement par Dieu, ait été l'art d'aménager un «jardin de délices», «pour le cultiver et le garder». En attendant d'y parvenir, 'il est légitime de choisir le moindre mal et de recourir à des solutions transitoires'. Hélas, 'la politique et l'entreprise réagissent avec lenteur'. Les intérêts en jeu sont énormes, soit pour les états que pour les agents économiques et sociaux. Mais 'il faut espérer que l'humanité du début du XXI siècle pourra rester dans les mémoires pour avoir assumé avec générosité ses graves responsabilités'.

Si le Pape se doit d'être optimiste, ce n'est pas seulement sur la base de la foi, de l'espérance et de la charité, mais aussi parce qu'il a conscience que le monde actuel est dépourvu d'instances planétaires ayant assez d'autorité morale pour affronter les problèmes et les combats imposés par le sens fondamental de la vie et de l'histoire. C'est le Samaritain qui n'a plus rien à perdre en secourant la victime des prédateurs ; car l'humanité et sa planète s'abîment et s'appauvrissent simultanément. Quelqu'un a dit: 'A quoi bon aller sur la lune, si c'est pour y mourir'. C'est pourquoi 'les questions environnementales ont été de plus en plus présentes dans l'agenda public'. 'Cependant, les sommets mondiaux de ces dernières années sur l'environnement n'ont pas répondu aux attentes'. 'Par manque de décision politique, ils ne sont pas parvenus à des accords généraux vraiment significatifs et efficaces'.

Pourtant, 'en 1992, à Rio de Janeiro', il a été proclamé que 'les êtres humains sont au centre des préoccupations relatives au développement durable'. 'Reprenant des éléments de la Déclaration de Stockholm (1972), il a consacré la coopération internationale pour préserver l'écosystème de la terre entière, l'obligation pour celui qui pollue d'en assumer économiquement la charge, le devoir d'évaluer l'impact sur l'environnement de toute entreprise et de tout projet'. Aucun écosystème n'étant un bien privé dont on disposerait à son gré, il était primordial de fixer publiquement et clairement les responsabilités collectives et personnelles de toute affaire le concernant. Toutefois,

'même si ce sommet a été innovateur et prophétique', 'aucun mécanisme adéquat de contrôle, de révision périodique et de sanction en cas de manquement n'avait été établi'.

Nous pouvons néanmoins mentionner, parmi les 'expériences positives', la 'Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontaliers de déchets dangereux et leur élimination', la 'Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction', la 'Convention de Vienne sur la couche d'ozone' mise en œuvre par le 'Protocole de Montréal'. Mais, pour 'la protection de la diversité biologique' et 'la désertification', 'les avancées ont été beaucoup moins significatives'. Et, pour 'le changement climatique', 'très médiocres'. 'Rio+20 a émis un long et inefficace Document final', 'en raison de la position des pays qui mettent leurs intérêts nationaux au-dessus du bien commun général'. Or, ce faisant, nous n'hypothéquons pas seulement l'espace, mais aussi le temps. C'est pourquoi 'nous, les croyants, nous ne pouvons pas cesser de demander à Dieu qu'il y ait des avancées positives dans les discussions actuelles, de manière à ce que les générations futures ne souffrent pas des conséquences d'ajournements imprudents'. L'une de ces 'avancées' consisterait à ne pas 'imposer aux pays de moindres ressources de lourds engagements de réduction des émissions', car ils porteraient 'préjudice aux pays qui ont le plus besoin de développement'. Au contraire, 'certains pays aux maigres ressources auront besoin d'aide pour s'adapter aux effets qui déjà se produisent et qui affectent leurs économies'. Les évêques de Bolivie l'écrivent : 'Les pays qui ont bénéficié d'un degré élevé d'industrialisation, au prix d'une énorme émission de gaz à effet de serre, ont une plus grande responsabilité dans l'apport de la solution aux problèmes qu'ils ont causés'. S'il y a 'obligation pour celui qui pollue d'en assumer économiquement la charge', investir pour une meilleure qualité de vie planétaire n'est pas seulement payer sa dette contractée tout au long d'un passé débridé, mais c'est aussi travailler pour l'avenir auquel accéderont ses propres enfants. On ne peut plus jouer avec les échéances écologiques; pas même par l'achat et la vente des 'crédits de carbone', 'expédient qui permet de soutenir la surconsommation de certains pays et secteurs'. Cependant, les pays pauvres ont aussi leur part de responsabilité, qu'ils sont les seuls à pouvoir assumer : la priorité de chacun étant 'l'éradication de la misère et le développement social de ses habitants', 'ils doivent analyser le niveau de consommation scandaleux de certains secteurs privilégiés de leur population et contrôler la corruption'. Moyennant quoi, ils pourront prétendre à 'l'aide des pays qui ont connu une forte croissance au prix de la pollution actuelle de la planète'. 'L'exploitation directe de l'abondante énergie solaire' demande que 'les pays en développement puissent accéder au transfert des technologies, à l'assistance technique et aux ressources financières'. Si l'on évalue 'de manière adéquate la comptabilité des infrastructures avec le contexte pour lequel elles ont été conçues', 'les coûts seraient faibles' comparés 'aux risques du changement climatique'.

Miser sur le sens des responsabilités au sein d'une maison de plus en plus commune implique de suppléer à 'la fragilité des instances locales'. 'Sauvegarder la souveraineté de chacun' peut s'accompagner de 'chemins consensuels pour éviter des catastrophes locales qui finiraient par toucher tout le monde'. Si cela se pratique avec bonheur en cas d'épidémies, grâce en particulier aux 'médecins sans frontière', nous manquons par ailleurs de 'cadres régulateurs généraux qui imposent des obligations et empêchent des agissements intolérables, comme le fait que certains pays puissants transfèrent dans d'autres pays des déchets et des industries hautement polluants'. Quant aux océans, 'le problème croissant des déchets marins et de la protection des zones marines au-delà des frontières nationales continue de représenter un défi particulier'. Victime de prédatons massives et légalisées, leur faune est aussi menacée par les progrès de l'acidité ; laquelle n'a d'égal que l'extension des rebuts flottants et non biodégradables.

Mais, comme le mal ne vient pas que pour nuire, que tout se tienne dans la nature devrait rendre

les hommes plus solidaires entre eux; car appauvrir son patrimoine revient à léser l'humanité tout entière. D'où le lien profond entre le combat contre les dérives écologiques et celui contre la misère humaine et son cortège d'injustices.

Le respect de la vie ne peut profiter à la nature sans s'appliquer d'abord au prochain. A contrario, 'la même logique qui entrave la prise de décision drastique pour inverser la tendance au réchauffement global ne permet pas non plus d'atteindre l'objectif d'éradiquer la pauvreté'. Et l'Eglise de prôner avec Benoît XVI : 'Pour le gouvernement de l'économie mondiale, pour assainir les économies frappées par la crise, pour prévenir son aggravation et de plus grands déséquilibres, pour procéder à un souhaitable désarmement intégral, pour arriver à la sécurité alimentaire et à la paix, pour assurer la protection de l'environnement et pour réguler les flux migratoires, il est urgent que soit mise en place une véritable autorité politique mondiale, telle qu'elle a déjà été esquissée par mon prédécesseur Jean XXIII'.

Il est frappant de constater à quel point les défis que nous devons assumer aujourd'hui dans l'urgence étaient déjà présents dans la pensée prophétique de celui qui a décidé l'ouverture du Concile Vatican II et dont l'aggiornamento impliquait l'inventaire des menaces qui guettaient globalement la postmodernité. Aboutir à 'une véritable autorité politique mondiale' sera un impératif d'autant plus évident que notre planète sera enfin perçue comme cet astronef que nous n'avons pas fabriqué et sur lequel nous devons apprendre à con-vivre afin de sur-vivre. Car, si Dieu a promis de ne plus envoyer le déluge, nous sommes toujours exposés à la déflagration nucléaire, qui laisserait derrière elle un paysage lunaire signalant le piteux échec de l'aventure humaine.

'Face à la possibilité d'une utilisation irresponsable des capacités humaines, planifier, coordonner, veiller et sanctionner sont des fonctions impératives de chaque état'. Si 'les limites qu'une société saine, mature et souveraine doit imposer sont liées à la prévision, à la précaution, aux régulations adéquates, à la vigilance dans l'application des normes, à la lutte contre la corruption, aux actions de contrôle opérationnel sur les effets émergents non désirés de processus productifs et à l'intervention opportune face aux risques incertains ou potentiels', force est de constater qu'il nous faut prêter attention aux politiques nationales et locales. Si 'une jurisprudence croissante' vise déjà un peu partout 'à diminuer les effets polluants des activités des entreprises', le 'cadre politique et institutionnel' doit aussi 'encourager les bonnes pratiques, pour stimuler la créativité qui cherche de nouvelles voies pour faciliter les initiatives personnelles et collectives'.

Or 'le drame de l'immédiateté politique, soutenue aussi par des populations consuméristes, conduit à la nécessité de produire de la croissance à court terme'. Difficile, dans ce cas, de considérer que 'le temps est supérieur à l'espace'. Pourtant, 'nous sommes toujours plus féconds quand nous nous préoccupons davantage d'élaborer des processus que de nous emparer des espaces de pouvoir. La grandeur politique se révèle quand, dans les moments difficiles, on œuvre pour les grands principes et en pensant au bien commun à long terme'.

Comme la nature en général, la créativité humaine abhorre le déterminisme. Tout ce qui promeut la responsabilité personnelle, grâce au principe de subsidiarité, enrichit l'espace par le temps. C'est vrai pour la culture et pour l'agriculture, pour l'histoire et pour la géographie. Nous le vérifions, a contrario, quand des vestiges inestimables sont détruits par un fanatisme qui fait table rase. La qualité de la vie se détériore à l'intérieur et à l'extérieur de nous, chez le particulier et dans la société.

D'où tel ou tel réflexe salutaire: 'En certains lieux, se développent des coopératives pour l'exploitation d'énergies renouvelables, qui permettent l'autosuffisance locale et même la vente des excédents. Ce simple exemple montre que l'instance locale peut faire la différence, alors que l'ordre mondial existant se révèle incapable de prendre ses responsabilités'.

On dirait que la réussite relève moins de l'appareil technicien que de la motivation ingénieuse. 'Une plus grande responsabilité, un fort sentiment communautaire, une capacité spéciale de protection, une créativité plus généreuse, un amour profond pour sa terre', tout cela marche ensemble. Si notre goût de faire investit l'espace, le temps s'ouvre spontanément 'à ce qu'on laisse aux enfants et aux petits-enfants'. Du coup, la démographie trouve son compte en témoignant de l'épanouissement général.

Dès lors, 'étant donné que le droit se montre parfois insuffisant en raison de la corruption, il faut que la décision politique soit incitée par la pression de la population. La société, à travers les organismes non gouvernementaux et des associations intermédiaires, doit obliger les gouvernements à développer des normes, des procédures et des contrôles plus rigoureux'. Car 'si les citoyens ne contrôlent pas le pouvoir politique national, régional et municipal, un contrôle des dommages sur l'environnement n'est pas possible non plus'. Il n'est pas question, pour l'Eglise, de donner dans l'idéologie agitatrice et révolutionnaire, mais bien de signaler ou promouvoir toute initiative proportionnée et efficace face à des impératifs aussi immédiats qu'évidents. La mobilisation unanime est nécessaire pour adapter au mieux les solutions locales. En effet, 'on ne peut pas penser à des recettes uniformes, parce que chaque pays ou région a des problèmes et des limites spécifiques'. Mais la complémentarité des solutions génère en soi la solidarité générale.

En fait, il s'agit de susciter une mentalité commune qui oriente 'vers la modification de la consommation, le développement d'une économie des déchets et du recyclage, la protection des espèces et la programmation d'une agriculture diversifiée avec la rotation des cultures'.

Freiner les migrations sauvages tout en jardinant la planète revient aussi à 'encourager l'amélioration agricole des régions pauvres par les investissements dans les infrastructures rurales, dans l'organisation du marché local ou national, dans les systèmes d'irrigation, dans le développement des techniques agricoles durables' et 'des formes de coopération ou d'organisation communautaire qui défendent les intérêts des petits producteurs et préservent les écosystèmes locaux de la déprédation'.

Permettre aux gens de s'attacher au terroir qui les a vu naître n'est pas seulement un facteur de stabilité générale, mais un gage d'identité culturelle ; à condition, toutefois, que la qualité locale de la vie quotidienne permette un authentique épanouissement. Pour une telle gouvernance, 'la continuité est indispensable'. 'Les résultats demandent beaucoup de temps et supposent des coûts immédiats, avec des effets qui ne seront pas visibles au mandat' qui les décide. Cependant, 'qu'un homme politique ose le faire, cela le conduira à reconnaître la dignité que Dieu lui a donnée comme homme et il laissera dans l'histoire un témoignage de généreuse responsabilité'. D'ailleurs, 'les meilleurs mécanismes finissent par succomber quand manquent les grandes finalités, les valeurs, une compréhension humaniste et riche de sens, qui donne à chaque société une orientation noble et généreuse'.

Nous le constatons même chez nous où, sans les rappels tragiques des attentats et des migrations, les débats ne planeraient que dans le terre-à-terre pourtant inévitable de l'organisation économique et sociale, alors que les herses de la mondialisation ou du 'gender' réclament la sagesse visionnaire d'une Europe plus consciente du sens enfoui dans sa longue histoire.

Le nez sur le guidon à cause de la pression médiatique et numérique, le monde politique est à court d'inspiration et de courage. La plupart des intellectuels se cantonnent dans l'idéologie ; si bien que la seule instance de la planète capable aujourd'hui de ramener le débat sur la quête fondamentale de 'la vérité tout entière' et de l'authentique liberté qui en découle, c'est l'Eglise.

Par le biais de l'écologie, elle intervient pour infuser du sens à nos dérives, en rappelant que, sur l'astronef qui nous propulse dans l'espace, de plus en plus, à l'évidence, 'tout se tient'. Il y a donc un besoin de transparence dans les décisions où qu'elles se prennent, puisqu'elles finissent par

concerner tout le monde. Favoriser 'la corruption conduit habituellement à des accords fallacieux, au sujet desquels on évite information et large débat'. Toute 'étude de l'impact sur l'environnement' doit être 'insérée dès le début et élaborée de manière interdisciplinaire, transparente et indépendante de toute pression économique ou politique'. 'Les résultats économiques pourront être ainsi déduits de manière plus réaliste', 'prévoyant éventuellement la nécessité d'un plus grand investissement pour affronter les effets indésirables'. 'Les habitants locaux doivent avoir une place privilégiée'. 'La sincérité et la vérité sont nécessaires dans les discussions scientifiques et politiques, qui ne doivent se limiter à considérer ce qui est permis ou non par la législation'.

La cohérence de la nature exige une quête cohérente du 'bien commun', qui transcende les appétits partisans et dénonce l'inconscience des fraudeurs. 'Quand d'éventuels risques pour l'environnement, qui affectent le bien commun présent et futur apparaissent', que 'les décisions soient fondées sur une confrontation entre les risques et les bénéfices envisageables pour tout choix alternatif possible' visant 'une pollution acoustique non prévue, la réduction du champ visuel, la perte de valeurs culturelles, les effets de l'utilisation de l'énergie nucléaire'.

En d'autres termes, l'exercice de la liberté fondamentale, pour l'individu ou la collectivité, à disposer de ses propres biens ne l'emporte pas sur le devoir de ne pas nuire à soi-même et aux autres en détériorant la qualité de la vie commune. Si, par exemple, une déforestation abusive entraîne la désertification d'une région et la diminution de l'eau potable, ceux qui l'auront décidée se rendront responsables des calamités qui suivront. Car 'l'eau est une ressource limitée et indispensable et y avoir accès est un droit fondamental, qui conditionne l'exercice des autres droits humains'.

'Rio 1992' allait jusqu'à préciser: 'En cas de risque de dommages graves ou irréversibles, l'absence de certitude scientifique absolue ne doit pas servir de prétexte pour remettre à plus tard l'adoption de mesures effectives'. 'Si l'information objective conduit à prévoir un dommage grave et irréversible, bien qu'il n'y ait pas de preuve indiscutable, tout projet devra être arrêté ou modifié'.

Car 'il doit toujours être bien établi que la rentabilité ne peut être l'unique élément à prendre en compte'. Il s'agit, pour le Pape, non pas de museler ou brider l'initiative humaine, mais bien de faire en sorte qu'elle vise le 'développement intégral' de l'espèce en harmonie avec les lois de la nature : 'Encore une fois je répète que l'Eglise n'a pas la prétention de juger des questions scientifiques ni de se substituer à la politique, mais j'invite à un débat honnête et transparent, pour que les besoins particuliers ou les idéologies n'affectent pas le bien commun'.

Et là, un rappel salutaire: 'La politique ne doit pas se soumettre à l'économie et celle-ci ne doit pas se soumettre aux diktats ni au paradigme d'efficacité de la technocratie'. Pour le 'bien commun, nous avons impérieusement besoin que la politique et l'économie, en dialogue, se mettent résolument au service de la vie, spécialement de la vie humaine'. 'La crise financière de 2007-2008 était une occasion pour le développement d'une nouvelle économie plus attentive aux principes éthiques et pour une nouvelle régulation de l'activité financière spéculative et de la richesse fictive. Mais il n'y a pas eu de réaction qui aurait conduit à repenser les critères obsolètes qui continuent à régir le monde'.

Si la détérioration des équilibres écologiques et la perte en qualité de vie par nos gaspillages et pollutions se confirment, le vieillissement de la planète dans l'incapacité de renouveler ses ressources atteste le côté obsolète de nos manières de penser le sens même de la vie. 'L'environnement fait partie de ces biens que les mécanismes du marché ne sont pas en mesure de défendre ou de promouvoir de façon adéquate'. En effet, 'est-il réaliste d'espérer que celui qui a l'obsession du bénéfice maximum s'attarde à penser aux effets environnementaux qu'il laissera

aux prochaines générations?'

L'espace et le temps restent solidaires sous la menace des mauvais traitements. Or d'où vient-elle? Ici, un recours à l'Évangile n'est pas de trop : «Écoutez-moi tous et comprenez!» C'est Jésus qui parle ; voire : qui apostrophe les foules : «Il n'est rien d'extérieur à l'homme qui, pénétrant en lui, puisse le souiller; mais ce qui sort de l'homme, voilà ce qui souille l'homme. Si quelqu'un a des oreilles pour entendre, qu'il entende!» Tout ce qui entre en nous y fait objectivement la vérité ; mais, quand elle nous déplaît, notre réponse est pernicieuse.

Pour le Pape, 'ouvrir le chemin à différentes opportunités qui n'impliquent d'arrêter la créativité de l'homme et son rêve de progrès, mais d'orienter cette énergie vers de voies nouvelles', cela revient, non pas à s'abonner à une idéologie de droite ou de gauche, mais bien à la circoncision du cœur, autrement dit à la conversion.

Le respect intégral de la vie nous la dicte. Quant à sa formulation pratique, elle peut, en l'occurrence, se décliner comme suit: 'La diversification de la production ouvre d'immenses possibilités à l'intelligence humaine pour créer et innover, en même temps qu'elle protège l'environnement et crée plus d'emplois. Ce serait une créativité capable de faire fleurir de nouveau la noblesse de l'être humain, parce qu'il est plus digne d'utiliser l'intelligence avec audace et responsabilité, pour trouver des formes de développement durable et équitable dans le cadre d'une conception plus large de ce qu'est la qualité de vie'. D'où l'exhortation de Benoît XVI : 'Il est nécessaire que les sociétés technologiquement avancées soient disposées à favoriser des comportements plus sobres, réduisant leurs propres besoins d'énergie et améliorant les conditions de son utilisation'.

Par conséquent, 'il s'agit simplement de redéfinir le progrès. Un développement technologique et économique qui ne laisse pas un monde meilleur et une qualité de vie intégralement supérieure ne peut pas être considéré comme un progrès'. Sans parler de l'injustice : 'Si l'exploitation d'une forêt fait augmenter la production, personne ne mesure dans ce calcul la perte qu'implique la désertification du territoire, le dommage causé à la biodiversité ou l'augmentation de la pollution. Cela veut dire que les entreprises obtiennent des profits en calculant et en payant une part infime des coûts'.

A ce propos, Benoît XVI arguait déjà que 'seul pourrait être considéré comme éthique un comportement dans lequel «les coûts économiques et sociaux dérivant de l'usage des ressources naturelles communes soient établis de façon transparente et soient entièrement supportés par ceux qui en jouissent et non par les autres populations ou par les générations futures»'.

D'ailleurs, de telles injustices peuvent être le fait d'intérêts privés comme d'un état planificateur. L'inventaire n'a pas encore été publié, par exemple, des dégâts écologiques causés par les décisions souveraines de l'ancienne URSS des deux côtés de l'Oural. Néanmoins, restons dans l'ici et maintenant : 'Qu'en est-il de la politique' publique ou privée, si tant est que certaines oligarchies ou multinationales pèsent, de nos jours, plus que des États? 'Rappelons' simplement 'le principe de subsidiarité qui donne la liberté au développement des capacités présentes à tous les niveaux, mais qui exige en même temps plus de responsabilité pour le bien commun de la part de celui qui détient plus de pouvoir'.

Si la faculté de l'in-nocere ou du ne pas nuire propre à l'innocence a été perdue avec le péché originel, elle reste, dans la foi, un but à atteindre avec la grâce de Dieu. Or, comme par hasard, 'la logique qui ne permet pas d'envisager une préoccupation sincère pour l'environnement est la même qui empêche de nourrir le souci d'intégrer les plus fragiles, parce que, dans le modèle actuel de succès et de droit privé, il ne semble pas que cela ait un sens de s'investir pour que ceux qui restent en arrière, les faibles ou les moins pourvus, puissent se faire un chemin dans la vie'.

Partant, 'la politique elle-même est responsable de son propre discrédit, à cause de la corruption

et du manque de bonnes politiques publiques. Si l'Etat ne joue pas son rôle dans une région, certains groupes économiques peuvent apparaître comme des bienfaiteurs et s'approprier le pouvoir réel, se sentant autorisés à ne pas respecter certaines normes, jusqu'à donner lieu à diverses formes de criminalité organisée, de traite de personnes, de narcotrafic et de violence, très difficiles à éradiquer'.

Devant ce constat, 'une stratégie de changement réel exige de repenser la totalité des processus, puisqu'il ne suffit pas d'inclure des considérations écologiques superficielles, pendant qu'on ne remet pas en cause la logique sous-jacente à la culture actuelle. Une saine politique devrait être capable d'assumer ces défis'. Cependant, 'la politique et l'économie ont tendance à s'accuser mutuellement en ce qui concerne la pauvreté et la dégradation de l'environnement. Mais il faut espérer qu'elles reconnaîtront leurs propres erreurs et trouveront des formes d'interaction orientées vers le bien commun'. Car 'l'unité est supérieure au conflit'.

Enfin, 'on ne peut pas soutenir que les sciences empiriques expliquent complètement la vie'. 'Si on réfléchit dans ce cadre fermé, la sensibilité esthétique, la poésie et même la capacité de la raison à percevoir le sens et la finalité des choses disparaissent'. Or 'les principes éthiques que la raison est capable de percevoir peuvent réapparaître toujours de manière différente et être exprimés dans des langages divers, y compris religieux'. C'est si vrai que 'nous, les croyants, nous pouvons reconnaître que nous avons été infidèles au trésor de sagesse que nous devons garder'.

Aurions-nous oublié que l'univers a été signifié, dès l'origine, par ce 'jardin de délices' qui nous est confié «pour le cultiver et le garder» et au centre duquel campe «l'Arbre de Vie»? Si la vie vient de Dieu, Il en a l'initiative et exige de nous un respect intégral de la nature – principalement l'humaine - puisqu'elle émane entièrement de son plan salutaire. D'ailleurs, 'la majorité des habitants de la planète se déclare croyante et cela devrait inciter les religions à entrer dans un dialogue en vue de la sauvegarde de la nature, de la défense des pauvres, de la construction de réseaux de respect et de fraternité', 'nous souvenant toujours que «la réalité est supérieure à l'idée»'.

P. Ippolito Zandonella